



Industrie
Canada

Industry
Canada

Industrie Canada État des réalisations 2004-2005



**Mise en œuvre
de l'article 41 de la
*Loi sur les langues officielles***

Canada 

**Industrie Canada
État des réalisations
2004-2005**

**Mise en œuvre
de l'article 41 de la
*Loi sur les langues officielles***

Cette publication est également offerte par voie électronique sur le Web à l'adresse suivante :
www.ic.gc.ca/fpublications.

On peut obtenir cette publication sur demande en médias substitués. Communiquer avec le Bureau de la coordination nationale, Communautés minoritaires de langue officielle, aux numéros ci-dessous indiqués.

Pour obtenir des exemplaires du présent document, s'adresser également au :

Bureau de la coordination nationale
Communautés minoritaires de langue officielle
Direction générale des opérations et du financement des petites entreprises
Secteur des opérations
Industrie Canada
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

Téléphone : (613) 941-2471
Télécopieur : (613) 954-4074

Autorisation de reproduction

Sauf indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation d'Industrie Canada, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, qu'Industrie Canada soit identifié comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec Industrie Canada ou avec l'approbation de celui-ci.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication dans un but commercial, veuillez envoyer un courriel à : Copyright.Droitsdauteur@pwgsc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de cat. : Iu70-1/1-2005
ISBN 0-662-69088-5
54304 B



Contient 20 p. 100
de matières recyclées

Table des matières

| | |
|--|----|
| Renseignements généraux | 1 |
| Avant-propos | 3 |
| Principales réalisations en 2004-2005 | 5 |
| État des réalisations 2004-2005 | 7 |
| 1. <i>Sensibilisation soutenue</i> | 7 |
| 1.1 Activités | 7 |
| 1.2 Réalisations | 7 |
| 1.3 Réalisations propres aux régions | 8 |
| 2. <i>Intensification des consultations</i> | 11 |
| 2.1 Activités | 11 |
| 2.2 Réalisations | 12 |
| 2.3 Réalisations propres aux régions | 12 |
| 3. <i>Communications</i> | 14 |
| 3.1 Activités | 15 |
| 3.2 Réalisations | 15 |
| 3.3 Réalisations propres aux régions | 16 |
| 4. <i>Coordination</i> | 18 |
| 4.1 Activités | 18 |
| 4.2 Réalisations | 19 |
| 4.3 Réalisations propres aux régions | 20 |
| 5. <i>Prestation de programmes et de services</i> | 22 |
| 5.1 Activités | 22 |
| 5.2 Réalisations | 23 |
| 5.3 Réalisations propres aux régions | 25 |
| Webographie | 29 |

Renseignements généraux

Ministre responsable

L'honorable David L. Emerson

Responsables de la mise en œuvre de la Partie VII de la *Loi sur les langues officielles*

Sous-ministre

Suzanne Hurtubise

**Sous-ministre adjoint au Secteur des opérations et
Champion ministériel des langues officielles**

Rachel Larabie-LeSieur

Coordonnateur national responsable de la mise en œuvre de l'article 41

Okenge Morisho

Coordonnateurs et conseillers régionaux

Région de l'Atlantique

Simon D'Entremont, coordonnateur

Téléphone : (902) 426-5282

Télécopieur : (902) 426-6094

Courriel : d'entremont.simon@ic.gc.ca

Francine Doucet, conseillère

Téléphone : (506) 851-6087

Télécopieur : (506) 851-7444

Courriel : doucet.francine@ic.gc.ca

Région du Québec

Michel Taillefer, coordonnateur

Téléphone : (819) 564-5540

Télécopieur : (819) 564-5541

Courriel : taillefer.michel@ic.gc.ca

Michel Hall, conseiller

Téléphone : (514) 283-4554

Télécopieur : (514) 283-5157

Courriel : hall.michel@ic.gc.ca

Région de l'Ontario

Allan Anderson, coordonnateur

Téléphone : (416) 954-5447

Télécopieur : (416) 954-1385

Courriel : anderson.allan@ic.gc.ca

Région de l'Ontario

Lise Beauchamp-Gauthier, conseillère

Téléphone : (905) 428-2887

Télécopieur : (416) 973-5067

Courriel : beauchamp-gauthier.lise@ic.gc.ca

FedNor

Marie Desmarais, coordonnatrice

Téléphone : (705) 670-6109

Télécopieur : (705) 670-6457

Courriel : desmarais.marie@ic.gc.ca

Région des Prairies et du Nord

Michel Loiseau, coordonnateur

Téléphone : (204) 984-8102

Télécopieur : (204) 670-6457

Courriel : loiseau.michel@ic.gc.ca

Nadine Lepage, conseillère (Saskatchewan)

Téléphone : (306) 975-6737

Télécopieur : (306) 975-6727

Courriel : lepage.nadine@ic.gc.ca

Sandra Douville, conseillère (Manitoba)

Téléphone : (204) 983-7850

Télécopieur : (204) 984-4329

Courriel : douville.sandra@ic.gc.ca

Mutondo Kibambe, conseiller (Alberta)

Téléphone : (780) 495-4418

Télécopieur : (780) 495-4582

Courriel : kibambe.mutondo@ic.gc.ca

Région du Pacifique

Jean-Pierre Roy, coordonnateur

Téléphone : (604) 666-1420

Télécopieur : (604)-666-8330

Courriel : roy.jean-pierre@ic.gc.ca

Jean Laberge, conseiller

Téléphone : (604) 666-1555

Télécopieur : (604) 666-8330

Courriel : laberge.jean@ic.gc.ca

Avant-propos

Le présent État des réalisations présente les résultats des initiatives entreprises par Industrie Canada en 2004-2005 pour soutenir la mise en œuvre de l'article 41 de la *Loi sur les langues officielles*. Il a été préparé conformément aux exigences énoncées par Patrimoine canadien.

Ce rapport met en lumière deux réalisations principales : d'une part, le processus consultatif, assorti d'un dialogue soutenu, que le Ministère a établi avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire; d'autre part, le partenariat vigoureux que nous avons établi avec les organismes de développement régional. Le dialogue amorcé est demeuré constant à différents paliers, aussi bien à l'échelle communautaire que dans les régions et avec l'équipe de la coordination nationale, à Ottawa : il s'agissait de partager l'information avec toutes les parties prenantes et de bien comprendre les priorités et les besoins des communautés. Quant au partenariat avec les organismes de développement régional, il a favorisé la poursuite de ce dialogue, démontrant ainsi qu'Industrie Canada fait équipe avec les intervenants clés pour rejoindre les communautés.

Le volet Industrie Canada du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement représente une prolongation des efforts continus déployés par le Ministère pour faciliter l'accès des communautés aux programmes et services en place et pour accroître leur participation à ces derniers. Au cours de la dernière année, d'autres conseillers à temps plein ont été embauchés pour travailler de près avec les communautés et les renseigner sur les programmes et services ministériels. Par ailleurs, 23 projets conçus par les communautés minoritaires ont été lancés dans le cadre du programme *Francommunautés virtuelles*, qui remporte un franc succès. Nous avons aussi collaboré étroitement avec les organismes de développement régional pour mettre sur pied des stages à l'intention des jeunes ainsi que des projets pilotes de télé-apprentissage et de télé-formation avec les universités, les collèges et les organismes spéciaux œuvrant dans ces domaines. En outre, nous avons appuyé divers projets dans le secteur langagier – dont des projets de marketing et de recherche – afin d'accroître la visibilité des entreprises et de les aider, par la mise en valeur de leurs produits et services, à saisir les possibilités d'affaires au Canada et dans le monde.

Dans le cadre de nos efforts soutenus et en partenariat avec les organismes de développement régional, nous avons élaboré un plan d'action pour la période 2004-2008; ce plan donne suite aux consultations officielles organisées par Industrie Canada et ces organismes. Une évaluation formative pour la mise en œuvre de l'article 41 dans le cadre de ce plan d'action et du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement – volets développement économique et industrie de la langue – est amorcée et devrait être terminée d'ici la fin de l'année financière 2005-2006.

De plus, pour la première fois, le Ministère et les organismes de développement régional ont entrepris une série d'études de recherche visant à déterminer les sommes investies dans les communautés en situation minoritaire, à identifier les réseaux fonctionnant dans ces communautés et à établir avec précision la situation géographique de celles-ci. Cette recherche, ainsi que les approches visant à intégrer plus efficacement les communautés en situation minoritaire dans les programmes, les plans, les stratégies et les politiques du Ministère, a été partagée avec les communautés pendant les consultations, en mars 2005, et les commentaires de celles-ci ont été très positifs.

Ces réactions favorables et le travail accompli à ce jour confirment que nos efforts commencent à porter fruit. Il reste cependant beaucoup à faire. Nous avons la ferme intention, grâce aux liens solides noués avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire, de mettre à profit nos investissements et les résultats que nous avons obtenus jusqu'ici. Nous avons confiance que nos progrès se poursuivront au cours des années à venir.

Principales réalisations en 2004-2005

Activités permanentes

- Élaboration du Plan d'action 2004-2008 d'Industrie Canada pour la mise en œuvre de l'article 41. Ce plan tient compte du mandat et des priorités établies lors des premières consultations officielles menées par le Ministère auprès des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) en 2003-2004.
- Investissements de plus de 7,8 millions de dollars pour des initiatives et des projets touchant les CLOSM, dont 3,1 millions de dollars en provenance de FedNor.
- Renouvellement, pour une période de trois ans, du protocole d'entente avec Patrimoine canadien concernant la mise en œuvre du Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO).
- Collaboration avec Patrimoine canadien, dans le cadre du PICLO, à quatre projets totalisant 738 000 \$ visant à favoriser le développement des CLOSM. Depuis le début de l'initiative PICLO en 2001, la contribution totale des deux partenaires s'élève à 3 329 540 \$ pour 31 projets.
- Participation active aux réunions du Comité d'appui sur les langues officielles du Bureau du Conseil privé, du Comité national de développement économique et d'employabilité et du Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone, ainsi qu'à de nombreux comités ad hoc mis sur pied pour des initiatives particulières.

Activités liées au Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement fédéral

- Dialogue accru avec les organismes des communautés minoritaires francophones et anglophones durant les deuxièmes consultations officielles, tenues en collaboration avec les organismes de développement régional* (ODR).
- Services d'appui et de conseils aux CLOSM, grâce au réseau de conseillers régionaux sur le terrain. Avec l'aide des conseillers, les CLOSM commencent à participer davantage aux programmes actuels d'IC et des ODR. Sept conseillers ont été embauchés.

* Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC)
Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO)
Agence de promotion économique du Canada atlantique (APECA)

- Réalisation d'études et d'analyses permettant au Ministère de mieux comprendre les priorités et les enjeux des CLOSM et de mieux y répondre. Par exemple, une recherche en vue de connaître la portée des investissements d'IC et des ODR pour la mise en œuvre de l'article 41 a démontré sans équivoque que le Ministère et les ODR ont rejoint les CLOSM, en tant que communautés géographiques, au moyen d'investissements de 50 millions de dollars en 2002-2003 et de plus de 69 millions de dollars en 2003-2004. Les montants investis sont, dans l'ensemble, proportionnels au poids démographique des CLOSM. Une autre étude avait pour but d'identifier les réseaux des partenaires dans les CLOSM. Toutes ces initiatives permettront aussi au Ministère d'améliorer sa capacité d'évaluer son rayonnement auprès des CLOSM.
- Création d'outils ingénieux (cartes géographiques) permettant au Ministère de mieux réaliser la mise en œuvre de l'article 41 et d'intensifier la coopération horizontale en matière d'appui aux communautés.
- Partenariats solides avec les ODR et les partenaires communautaires pour la mise en œuvre du Plan d'action pour les langues officielles. En ce qui concerne le volet Développement économique, on estime à plus de 3,7 millions de dollars les sommes consacrées en 2004-2005 aux projets de télé-formation et de télé-apprentissage, aux stages et aux activités de communications.
- Dans le cadre du volet Industrie de la langue, des partenariats ont été établis avec Développement économique Canada pour les régions du Québec, la Fédération des communautés francophones et acadienne et l'Association des universités de la francophonie canadienne.
- Le programme *Francommunautés virtuelles*, qui a investi des fonds totalisant 2 140 000 \$ dans 23 projets soumis par des CLOSM, représente un partenariat exemplaire entre le Ministère et les communautés francophones en situation minoritaire. Les bénéficiaires du programme, quant à eux, ont investi 5,8 millions de dollars, ce qui signifie que pour chaque dollar investi par le Ministère, deux dollars provenaient des communautés.

État des réalisations 2004-2005

1. SENSIBILISATION SOUTENUE

Résultat

Compréhension accrue des exigences de l'article 41 par les cadres et les gestionnaires responsables des programmes et services retenus en priorité.

1.1 Activités

- Participation de la haute gestion aux activités et événements spéciaux visant l'article 41 au sein du Ministère;
- Établissement de liens de communication entre les responsables de l'article 41 et les gestionnaires et employés des programmes retenus en priorité;
- Partage d'information concernant les communautés de langue officielle en situation minoritaire;
- Sensibilisation des gestionnaires et agents des programmes et services retenus en priorité;
- Conception, mise en œuvre et renforcement d'outils à l'intention des gestionnaires du Ministère;
- Prise en compte des priorités des communautés lors de la planification, de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes et services du Ministère;
- Facilitation des communications entre les communautés et les gestionnaires et agents de programmes.

1.2 Réalisations

Industrie Canada (IC) a élaboré une série d'outils qui permettront aux gestionnaires de programmes et de services de prendre en considération différents points au sujet des communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) lorsqu'ils élaboreront et mettront en œuvre des politiques et des programmes, nouveaux et existants. Voici quelques exemples :

- Un prototype de produit cartographique. Par l'intermédiaire des Services à large bande d'IC, une série de cartes a été établie pour chacune des régions du Canada. Ce nouvel outil fait présentement l'objet d'un examen attentif au sein du Ministère et les résultats obtenus seront partagés avec nos partenaires fédéraux.
- Une base de données exhaustive contenant des renseignements clés à propos des regroupements de communautés francophones hors Québec et de communautés anglophones au Québec. Cet outil, qui permettra au Ministère de mieux identifier et comprendre les liens entre les groupes et les affiliations, sera mis à jour régulièrement.
- Une proposition pour une lentille 41 applicable aux initiatives d'IC pour la mise en œuvre de l'article 41. Cette lentille permettra aux gestionnaires de programmes d'appliquer une liste de vérification afin de prendre davantage en compte les priorités des CLOSM au cours de la planification, de l'élaboration et de la mise en œuvre de leurs programmes. De plus, elle permettra d'identifier les initiatives pouvant avoir un impact sur le développement des CLOSM.

- Une recherche en vue de mieux connaître l'étendue de l'action du Ministère et des ODR pour 2002-2003 et 2003-2004 et d'identifier les investissements réalisés dans les CLOSM ainsi que leur incidence sur le développement économique de celles-ci. Les résultats de cette recherche, qui tient compte uniquement des dépenses faites hors de tout doute dans les CLOSM, démontrent que les montants investis dans ces communautés sont, dans l'ensemble, proportionnels à leur poids démographique.

Différentes occasions ont été utilisées pour faire connaître les programmes et services du Ministère retenus en priorité. Ainsi, la Direction générale des communications et du marketing a informé les programmes et bureaux régionaux que de nouveaux outils existent – les recherches, par exemple – et qu'ils seront bientôt mis à leur disposition.

De plus, le réseau ministériel de coordonnateurs des programmes a été renforcé : ces coordonnateurs s'emploieront à réaliser les objectifs de mise en œuvre de l'article 41 au sein de leurs programmes respectifs.

Le programme Étudiants bien branchés (EBB) a précisé la clause sur les langues officielles dans ses ententes de contribution avec les bénéficiaires du programme, afin de mieux refléter la nécessité d'être pro-actif auprès des CLOSM. Cette même clause a été réitérée dans les sous-contrats entre les bénéficiaires et les centres administratifs. Lors des demandes de proposition pour recruter de nouveaux centres, les répondants doivent maintenant décrire leur stratégie régionale afin de garantir la capacité d'EBB de servir les différentes communautés, y compris les CLOSM. Enfin, EBB a procédé à des présentations et discussions bi-annuelles avec ses 14 centres administratifs, afin de les sensibiliser aux réalités et aux priorités des CLOSM.

Le site intranet ProAction41, centre de ressources virtuelles destiné aux employés et aux gestionnaires d'Industrie Canada, a été amélioré et mis en valeur. Entre autres choses, le menu du site a été simplifié et enrichi et un bulletin de nouvelles est envoyé périodiquement aux principaux utilisateurs.

Une clause linguistique a été incluse dans l'entente de contribution des projets des Services à large bande eu égard aux services en français là où il y avait une demande importante.

1.3 Réalisations propres aux régions

Région de l'Atlantique

Des discussions officieuses et officielles ont eu lieu entre les représentants régionaux d'IC sur l'état d'avancement de projets visant les communautés. À titre d'exemple, des pourparlers ont eu lieu au sujet des projets pilotes dans le cadre du Programme d'accès communautaire (PAC), du projet de Foire sur les technologies de l'information pour la région du Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse, les recommandations d'intervenants des communautés acadiennes siégeant à des comités consultatifs et les consultations dans le cadre des programmes de la Direction générale des applications de l'autoroute de l'information (DGAAI). De plus, des rencontres se tiennent entre la directrice exécutive régionale et divers intervenants des communautés pour informer ceux-ci de l'intérêt du Ministère à travailler avec eux et avec ses partenaires sur la question du développement des collectivités francophones minoritaires de la région de l'Atlantique.

La région de l'Atlantique a parrainé une étude qui traite des répercussions qu'ont les changements démographiques et sociaux sur l'économie des communautés francophones de la région. Ces données nous permettront d'appuyer nos interventions auprès des gestionnaires de programmes quant aux besoins des communautés.

Le directeur responsable du dossier des langues officielles s'emploie régulièrement à sensibiliser les autres membres du comité principal de gestion quant à leurs responsabilités en vertu de la *Loi sur les langues officielles* et des présentations sur les responsabilités et les engagements du Ministère en vertu de l'article 41 sont faites.

Région du Québec

Au cours de 2004-2005, diverses activités de sensibilisation ont été mises sur pied en vue de présenter les enjeux liés à la mise en œuvre de l'article 41 et plus particulièrement à la situation de la communauté minoritaire anglophone de la région. À titre d'exemple, le coordonnateur régional a fait une présentation à l'intention du directeur exécutif régional et des directeurs régionaux, puis le conseiller s'est adressé aux gestionnaires et aux employés du PAC et des Services à large bande.

Un plan d'action régional pour la mise en œuvre de l'article 41 a été élaboré, dans lequel on retrouve plusieurs activités de communication interne. Un lien a été créé avec le site intranet ministériel régional vers les sites CommunAction.ca et ProAction41.

Cinq réunions de planification avec le Comité de direction des opérations ont été organisées au cours desquelles les priorités des CLOSM (Services à large bande, PAC, etc.) ont été discutées.

Région de l'Ontario

Dans la région de l'Ontario, des activités de soutien aux communautés sont incluses dans le processus de planification régionale. Les unités fonctionnelles tiennent compte des priorités des francophones de la région dans l'élaboration de leurs plans d'action.

Afin de leur permettre de mieux comprendre la communauté francophone de la région de l'Ontario, une activité particulière a été organisée à l'intention des employés du bureau régional. En effet, l'animateur de l'émission radiophonique *C'est la vie*, de la Société Radio-Canada, a été invité à dresser un portrait de la situation actuelle de la culture française en Ontario.

FedNor

Des mécanismes de communication ont été mis en place pour faire en sorte que les représentants des organismes francophones clés comptent parmi les intervenants consultés dans l'élaboration de nouvelles initiatives ontariennes pour l'économie sociale, un programme prioritaire des CLOSM en Ontario.

FedNor partage avec son personnel, son groupe de travail sur les langues officielles, et/ou les Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) bilingues des informations au sujet des CLOSM extraites de diverses sources.

L'organisme a élaboré un plan de communication et de sensibilisation pour 2004-2008, lequel guidera de nouvelles initiatives en matière de langues officielles et permettra d'accroître le partage d'informations.

Le Plan de communication et de sensibilisation de FedNor comprend certaines initiatives de communication interne. Les initiatives de FedNor au chapitre des communications internes sont en voie d'être réalisées principalement par l'entremise des activités suivantes :

- les suivis au rapport préliminaire de la Commissaire aux langues officielles sur la vérification du Programme de développement des collectivités (PDC);
- l'élaboration d'un plan de consultation à l'intention des CLOSM en ce qui a trait aux programmes prioritaires;
- la tenue de séances de sensibilisation du personnel.

FedNor a entamé l'élaboration d'une nouvelle publication externe dont l'objectif est de souligner les cas de réussite relativement aux partenariats entre FedNor et les CLOSM.

Une gamme de renseignements et d'outils permettant à FedNor de mieux connaître les CLOSM a été partagée avec le personnel de FedNor et les SADC qui sont tenues d'offrir leurs services dans les deux langues officielles. Par exemple, dans le cadre du congrès annuel de l'Association des SADC de l'Ontario, FedNor a partagé une liste des sites Web des organismes francophones provinciaux qui œuvrent au développement économique, les priorités des CLOSM (plans stratégiques du RDÉE et des communautés VISION), des informations sur le magazine *Le Lien économique*, et sur des sites Web qui offrent des ressources francophones à l'appui des entreprises.

FedNor a créé, dans le cadre du lancement de l'Initiative des projets pilotes francophones de télé-apprentissage, une liste de distribution par courriel comprenant les organismes francophones clés visés par cette initiative.

L'organisme a fourni à 45 membres du personnel bilingue une formation sur TERMIUM® et sur d'autres outils linguistiques, afin de les sensibiliser à l'importance de la qualité linguistique au sein de l'organisme et de fournir un service de meilleure qualité aux CLOSM.

Dans la mise en œuvre de ses programmes, FedNor répond directement à des propositions de projets provenant des CLOSM et ce, selon leurs priorités et besoins particuliers.

En plus de poursuivre un dialogue continu avec les CLOSM par l'entremise de ses agents de programmes, FedNor a maintenu sa participation au sein de divers forums de communication officieux et officiels, externes et internes. C'est notamment par l'entremise de ces activités que s'effectuent les communications entre les CLOSM et les responsables des programmes, et que les liens de collaboration sont renforcés.

Région des Prairies et du Nord

La région, qui a procédé à l'embauche de trois conseillers régionaux responsables de l'article 41 au cours de la période visée, en a informé tous les employés régionaux et a précisé le rôle et les responsabilités des nouveaux conseillers.

Dans le cadre de la publication du Plan d'action 2004-2008 d'IC pour la mise en œuvre de l'article 41, l'équipe régionale a procédé à une démarche de sensibilisation auprès des responsables des programmes retenus en priorité.

Des communications régulières ont eu lieu entre le groupe de la DGAAI dans la région des Prairies et du Nord et le responsable régional de la mise en œuvre de l'article 41 afin de repérer les possibilités d'appui aux priorités des CLOSM.

Des exposés ont été faits à différentes équipes de gestion et de planification, et des liens de travail se sont noués entre les responsables régionaux de la mise en œuvre de l'article 41 et de Commerce international Canada.

Un article a été publié dans le bulletin interne de la région, *PNR Connexions*, au sujet de la mise en œuvre de l'article 41 au sein de la région.

Région du Pacifique

La région du Pacifique a fait circuler l'information relative aux activités de mise en œuvre de l'article 41. Entre autres, elle a distribué le lien ProAction41 à tous les gestionnaires et employés et les a invités à consulter le site en créant un lien sur leur site intranet régional.

Une présentation du Plan d'action 2004-2008 et de l'entente intervenue entre IC et Diversification de l'économie de l'Ouest a été faite aux gestionnaires du bureau régional. On a tenu des réunions avec les gestionnaires des bureaux d'IC à Victoria et au Yukon afin de les sensibiliser aux priorités des CLOSM et d'explorer les possibilités de partenariats en vue de promouvoir les programmes et services.

Le conseiller régional a coordonné la mise sur pied d'un partenariat entre RDÉE Colombie-Britannique et le programme Étudiants bien branchés afin d'améliorer la prestation de services auprès des CLOSM.

2. INTENSIFICATION DES CONSULTATIONS

Résultat

Liens de travail accrus entre les communautés de langue officielle en situation minoritaire et le Ministère.

2.1 Activités

- Consultations officielles et officieuses, à l'échelle nationale, régionale et locale, avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire;
- Consultations lors de l'élaboration et de la mise en œuvre de programmes et de politiques;
- Création de liens de collaboration soutenus entre les conseillers ou coordonnateurs et les représentants des communautés;
- Participation aux consultations officielles avec les communautés organisées par d'autres ministères et organismes fédéraux;
- Participation aux comités nationaux et paritaires régionaux, et à d'autres activités;
- Création de liens plus directs entre les gestionnaires d'Industrie Canada et les publics intéressés, en particulier les représentants des communautés.

2.2 Réalisations

Pour la deuxième année consécutive, Industrie Canada (IC) a tenu des consultations officielles avec les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM), de concert avec les organismes de développement régional (ODR). Ces consultations visaient deux buts : renseigner les représentants des CLOSM quant au travail accompli par IC et les ODR, au cours de la dernière année, en matière de développement économique des CLOSM, et discuter des liens entre les priorités de développement économique des CLOSM et les programmes offerts par le Ministère et les ODR. Des discussions et des ateliers portant sur le développement économique communautaire dans un contexte minoritaire figuraient à l'ordre du jour.

Le réseau des conseillers régionaux compte à ce jour sept personnes, dont le travail permet d'intensifier la collaboration en matière d'appui aux CLOSM. Le réseau s'applique à favoriser chez les CLOSM une meilleure connaissance des programmes et services du Ministère et des ODR, et à mieux renseigner ces derniers quant aux priorités des CLOSM.

Au chapitre de la consultation interministérielle à l'échelle nationale, IC travaille de concert avec ses partenaires fédéraux tels que le Bureau du Conseil privé, Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDC), Patrimoine canadien et Statistique Canada. En participant au Comité national de développement économique et d'employabilité, et au Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone, IC a raffermi son rôle d'appui aux communautés francophones et anglophones en situation minoritaire. Le Ministère a participé aussi à divers événements ponctuels tels que le Sommet provincial à l'intention de la communauté anglophone du Québec.

2.3 Réalisations propres aux régions

Région de l'Atlantique

Des rencontres régulières ont eu lieu entre le coordonnateur, les conseillers régionaux et les représentants des CLOSM. Elles ont permis de mieux connaître les besoins des communautés, donc de mieux sensibiliser les gestionnaires ministériels responsables de l'élaboration de politiques et de programmes.

Les représentants régionaux pour l'article 41 ont participé à plusieurs tables ou groupes de travail, notamment le Groupe de travail régional sur le développement des ressources francophones (GTRDRF) à l'Î.-P.-É, les sous-comités interministériels pour les langues officielles du Conseil fédéral du Nouveau-Brunswick, de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve et Labrador (T.-N. et L.) ainsi que le Comité d'orientation aux affaires francophones (COAF) pour la région de T.-N. et L. Toutes ces rencontres permettent de recevoir et de partager de l'information sur des projets de développement stratégiques et pertinents pour la communauté acadienne et francophone, d'instaurer une plus grande souplesse dans les programmes et les services actuels afin de soutenir les projets qui répondent au plan stratégique de la communauté et, enfin, d'échanger des idées sur les politiques, les programmes et les services fédéraux qui touchent les domaines prioritaires ciblés par le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) ou d'autres organismes.

La région participe à une initiative interministérielle pour établir et mettre en œuvre un comptoir public (guichet unique) du gouvernement du Canada sur la péninsule de Port-au-Port dans la région de T.-N. et L.

Région du Québec

Le coordonnateur et le conseiller pour l'article 41 ont participé aux rencontres de la Table gouvernementale et de la Table communautaire du Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone, au Groupe de travail sur la création d'emplois et la diversification économique, aux rencontres de plusieurs Comités d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC) et de différents organismes représentant la communauté anglophone, notamment le Quebec Community Groups Network (QCGN).

Des liens étroits se sont tissés entre le conseiller et les membres des CEDEC et du QCGN. Ces derniers ont formulé nombre de commentaires positifs quant au conseiller régional et au rôle qu'il remplit.

Région de l'Ontario

La région de l'Ontario a tenu des rencontres régulières avec de nombreux partenaires communautaires afin d'explorer des moyens novateurs d'accroître son appui aux CLOSM. Mentionnons, entre autres, RDÉE Ontario, la Chambre économique de l'Ontario et le Réseau du Centre Sud-Ouest, qui regroupe tous les organismes francophones de cette région ainsi que des associations d'affaires. Les CLOSM ont pour leur part participé aux consultations sur l'économie sociale.

Les représentants régionaux ont participé aux activités d'autres partenaires fédéraux comme Patrimoine canadien et ont siégé au comité sur les CLOSM de Citoyenneté et Immigration Canada, lequel élabore des initiatives pour encourager les nouveaux immigrants à s'établir à l'extérieur de Toronto.

FedNor

FedNor entretient des liens étroits et dialogue de façon continue avec les CLOSM par l'entremise de ses agents de programme. Avec leurs partenaires, le champion des langues officielles et la coordonnatrice des langues officielles de l'organisme ont participé activement à divers forums et consultations, communautaires et gouvernementaux, tant à l'échelle nationale que provinciale ou régionale. En voici quelques exemples :

- Le Comité national de développement économique et d'employabilité (CNDÉE);
- Le Regroupement de développement économique et d'employabilité (RDÉE Ontario), y compris la journée de consultation régionale du RDÉE auprès des intervenants économiques de la région du Nord de l'Ontario, à Timmins (Ontario);
- La consultation interministérielle tenue par RHDCC auprès des CLOSM dans le cadre de l'élaboration d'un nouveau programme pouvant répondre aux besoins des CLOSM;
- La consultation de Patrimoine canadien auprès des CLOSM tenue à Sudbury (Ontario);
- Les SADC bilingues – appuyées dans le cadre d'une séance de réseautage francophone offerte lors du congrès annuel de l'Association des SADC de l'Ontario et d'une rencontre de consultation;
- Le Sous-comité des langues officielles du Conseil fédéral de l'Ontario.

FedNor a veillé à ce que les représentants des organismes francophones clés comptent parmi les intervenants consultés dans l'élaboration des nouvelles initiatives ontariennes pour l'économie sociale.

Région des Prairies et du Nord

Un représentant du Ministère a participé aux activités de sensibilisation, de consultation et de réseautage organisées par ses partenaires fédéraux tels que Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO) et Patrimoine canadien. Un travail de consultation des organismes a continué dans toute la région. La Direction générale des applications de l'autoroute de l'information (DGAAI) a tenu une consultation officielle avec les leaders francophones de la région afin de discuter de l'avenir du Programme d'accès communautaire, des réalités géographiques au sein de la région et de proposer une nouvelle définition d'une cybercollectivité.

Région du Pacifique

Le conseiller régional pour l'article 41 a mené plus de 100 interactions (rencontres, consultations, événements) auprès des communautés francophones urbaines et rurales de la Colombie-Britannique, ainsi qu'au Yukon. Il a exploré les possibilités de collaboration et de partage de renseignements. Par exemple, il a participé à plusieurs réunions du réseau fédéral de la région de la Colombie-Britannique concernant les articles 41 et 42 ainsi qu'aux réunions mensuelles de DEO dans le cadre de l'entente entre IC et DEO. Le conseiller s'est récemment joint au comité exécutif sur les langues officielles du Conseil fédéral du Pacifique. Des discussions ont eu lieu avec RDÉE Colombie-Britannique et l'Association franco-yukonnaise pour discuter des priorités des CLOSM et cerner les possibilités de coopération entre ces dernières et IC ou DEO.

Dans la région du Pacifique, Industrie Canada et DEO ont signé un accord d'application de l'entente interministérielle prévoyant une approche dite « guichet unique » : un seul conseiller régional dessert les CLOSM de la région au nom des deux ministères.

Pour faire suite à l'entente de collaboration intervenue entre IC et DEO, le conseiller a participé à la rencontre organisée par ce ministère à Edmonton et à laquelle assistait également le sous-ministre adjoint de DEO responsable du dossier des langues officielles. Des consultations subséquentes ont porté sur la mise en vigueur de l'entente entre IC et DEO et sur d'autres activités concernant les CLOSM; un premier plan d'activités identifiant les projets prioritaires des CLOSM a été élaboré à l'intention du conseiller.

3. COMMUNICATIONS

Résultats

- Compréhension accrue des programmes et services du Ministère et des organismes de développement régional chez les communautés de langue officielle en situation minoritaire;
- Disponibilité accrue de l'information et des conseils sur les programmes et services;
- Sensibilisation accrue des communautés aux possibilités offertes par les programmes et à leurs avantages afin de les aider à participer à l'économie du savoir;
- Recours accru des communautés aux programmes et à l'information fournie.

3.1 Activités

- Appui aux communautés désirant se renseigner sur les programmes et services offerts par le Ministère et les organismes de développement régional, l'aide financière pertinente ainsi que sur les moyens d'y accéder facilement et rapidement;
- Coordination ministérielle et concertation avec d'autres instances gouvernementales;
- Élaboration, conception, mise en œuvre et renforcement d'outils de communication externe au sujet des programmes et services du Ministère;
- Diffusion d'articles promotionnels sur les programmes et services du Ministère;
- Préparation d'événements régionaux tels que forums, foires et ateliers et participation à ces derniers.

3.2 Réalisations

À la fin de 2004-2005, le réseau des conseillers était consolidé de façon à faciliter le rapprochement entre le Ministère et les organismes de développement régional (ODR). Grâce à la présence des conseillers, les communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM) sont mieux informées sur les activités, les programmes et services qui pourraient les intéresser et contribuer au développement économique de leurs régions respectives. Au cours de l'exercice visé, les sommes investies pour les activités de liaison, de communication et de counselling du réseau s'élevaient à plus de 844 500 \$.

Les responsables du Programme de l'industrie de la langue (PIL) ont créé une trousse d'information et des affiches qui ont été distribuées notamment aux conseillers et aux coordonnateurs régionaux qui s'efforceront de mieux rejoindre les clients potentiels du programme.

Le PIL a participé à divers événements organisés par les intervenants de l'industrie, notamment la tournée pan-canadienne de l'Association de l'industrie de la langue (AILIA).

En 2004-2005, le portail Internet d'information conçu à l'intention des CLOSM, CommunAction.ca, a enregistré une nette augmentation de son taux de fréquentation et du nombre de pages affichées :

- en mars 2004, 3 000 visites/7 600 pages affichées
- en mars 2005, 8 076 visites/18 850 pages affichées

Le nombre de renvois vers CommunAction.ca s'est également accru, grâce aux liens fournis par divers sites des CLOSM.

Industrie Canada (IC) suit de près le contenu des sites Web sur Strategis, afin de s'assurer que l'information offerte aux membres des CLOSM est appropriée et accessible de façon équivalente dans la langue officielle de leur choix.

IC a fait paraître dans le *Bulletin 41-42* de Patrimoine canadien des articles portant sur les consultations d'Industrie Canada avec les CLOSM, sur les programmes *Francommunautés virtuelles* et Rescol canadien.

3.3 Réalisations propres aux régions

Région de l'Atlantique

Un bulletin d'information régional intitulé *Connexion Atlantique* a été créé pour promouvoir le ministère et ses succès dans nos communautés. On y retrouve également une section soulignant spécifiquement les meilleures pratiques des CLOSM de la région de l'Atlantique. Des articles promotionnels ont aussi été produits pour faire connaître le bulletin.

Dans le cadre d'un projet qui visait à sensibiliser les communautés francophones quant au potentiel de la large bande, aux différentes technologies et à certains services, IC région de l'Atlantique a obtenu la participation de partenaires, dont Ressources humaines et développement des compétences Canada (RHDC), l'APÉCA et le Conseil acadien de Par-en-Bas (N.-É.) pour l'organisation d'une foire ingénieuse bilingue à Yarmouth, en mars 2005. L'événement a permis à la Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne (N.-B.) de faire une présentation sur son projet ingénieux de mesures d'urgences.

Le bureau régional a participé à une série d'événements afin de promouvoir auprès des CLOSM les programmes et services ministériels ainsi que le site CommunAction.ca :

- Le Symposium des femmes d'affaires à l'Île-du-Prince-Édouard;
- Le Salon des affaires électroniques francophones Franco-Tech 2004 (N.-B.);
- Le Forum Expo Acadie 2004 tenu à Halifax;
- Le Congrès mondial acadien - quatre stands d'information installés dans les quatre régions francophones de la N.-É.;
- La Foire d'information 2005 à l'Î.-P.-É. : Appuyées par le bureau provincial, deux foires d'information bilingues ont permis de renseigner le public sur certaines applications des technologies de l'information et des communications utilisées actuellement à l'Î.-P.-É. ainsi que sur le fonctionnement et les répercussions économiques et culturelles des technologies Internet sans fil.

Région du Québec

Le conseiller régional a rendu visite à plusieurs organismes et associations de la communauté anglophone, dont quelques comités d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC) de la Table communautaire et quelques associations membres du Quebec Community Groups Network, pour les informer des programmes et services offerts par IC et le DEC. Il a profité de ces visites pour démontrer que les sites Internet ministériels CommunAction.ca et Strategis permettent d'effectuer rapidement une recherche ponctuelle de renseignements généraux et d'information sur les principales sources de financement pertinentes.

Le conseiller régional a participé, dans diverses régions du Québec, à de nombreux forums, conférences et ateliers organisés par ou pour les communautés anglophones de la province. En voici quelques exemples :

- La journée d'information annuelle Townshippers Day;
- Une rencontre avec les représentants du CEDEC des Îles-de-la-Madeleine;
- Le Forum sur la dualité linguistique, une initiative de Patrimoine canadien.

Région de l'Ontario

Une vaste gamme de présentations ont été réalisées sur différents programmes et services du Ministère. À titre d'exemple, le Centre de services aux entreprises Canada-Ontario (CSECO) – Programme d'accès régional (PAR) a fait un exposé au Réseau national de développement économique et d'employabilité provincial, RDÉE Ontario. La présentation avait pour but de sensibiliser les participants aux activités du CSECO ainsi qu'aux sites d'accès régional au sein de la communauté francophone et de les mettre au courant des critères de partenariat pour le PAR.

Le champion régional des langues officielles a participé à la remise des Prix Phénix de la Chambre économique de l'Ontario et à la cérémonie de gala. Ce prix souligne la contribution exceptionnelle d'entreprises et d'entrepreneurs offrant des services en français en Ontario.

Des discussions ont été amorcées avec deux groupes, le Regroupement des gens d'affaires africains de Toronto et le RDÉE pour la région du Sud-Ouest, désignés bilingues actuellement et desservis par les sites du PAR de la région de l'Ontario, qui comprend la péninsule du Niagara et la région de Cornwall. Ces discussions avaient pour but de déterminer les lacunes, d'évaluer les possibilités dont on pourrait tirer parti et de cerner les pratiques exemplaires afin de les partager avec d'autres CLOSM.

Le bureau régional de l'Ontario et FedNor ont de plus élaboré des stratégies de communication régionale.

FedNor

En plus de sa publication bilingue intitulée *Les nouvelles de FedNor*, dont l'objectif est de mieux faire connaître les programmes et services de FedNor auprès des CLOSM, l'organisme en est aux premières étapes de la production d'une nouvelle publication visant à souligner des partenariats entre FedNor et les CLOSM.

Dans le but de mieux servir les CLOSM, FedNor collabore avec plusieurs instances gouvernementales et communautaires, notamment Patrimoine canadien, RHDCC, les ODR, les pourvoyeurs de fonds du Nord de l'Ontario, le comité paritaire du Regroupement de développement économique et d'employabilité (RDÉE), et le Comité national de développement économique et d'employabilité.

Région des Prairies et du Nord

Des rencontres d'information ont été organisées pour présenter les programmes d'Industrie Canada et de Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO) aux groupes suivants :

- Société franco-manitobaine;
- Conseil de développement économique du Manitoba;
- Réseau de développement communautaire du Manitoba;
- Corporation de développement communautaire Chaboillé (Manitoba);
- Corporation de développement communautaire de Sainte-Agathe inc. (Manitoba);
- Conseil de la coopération de la Saskatchewan;
- Association communautaire fransaskoise et RDÉE – Saskatchewan;
- Association canadienne-française de l'Alberta;
- Chambre économique de l'Alberta;
- Association des francophones du Nunavut.

Région du Pacifique

Les CLOSM de la Colombie-Britannique et du Yukon ont été informées, par lettre, du partenariat entre IC et DEO intervenu dans le cadre du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement fédéral ainsi que de l'approche « guichet unique ».

Le conseiller régional pour l'article 41 a assuré des communications soutenues avec les divers intervenants des CLOSM et avec ses partenaires fédéraux et provinciaux. Ainsi, des rencontres exploratoires ont eu lieu avec RDÉE Colombie-Britannique (C.-B.) et la Ville de Coquitlam pour discuter du plan d'affaires du projet 2010, ainsi qu'avec les Centres de services aux entreprises de Vancouver et de Whitehorse.

Au nombre des autres activités et événements, mentionnons :

- la Semaine de la Francophonie, où IC partageait un stand d'information avec DEO et le RDÉE Colombie-Britannique;
- le Forum socio-économique du RDÉE C.-B., pour lequel IC a assuré la participation du RDÉE Yukon;
- l'Assemblée générale annuelle de l'Association francophone du Yukon;
- le lancement de *Flaunt your Frenchness* à Coquitlam (Maillardville);
- l'événement *Business in Tune with Arts and Culture*, auquel participaient aussi une délégation à caractère économique du Québec, la Chambre de commerce de Nanaimo ainsi que plusieurs représentants des CLOSM, de la ville de Nanaimo et de la province.

4. COORDINATION

Résultat

Collaboration avec de multiples partenaires pour favoriser le développement et l'épanouissement des communautés de langue officielle en situation minoritaire.

4.1 Activités

- Participation de la haute gestion d'Industrie Canada aux activités et événements spéciaux visant la mise en œuvre de l'article 41;
- Intégration des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux diverses activités et partage d'information entre partenaires;
- Partenariat avec les organismes gouvernementaux fédéraux, provinciaux et municipaux;
- Participation active du Ministère à divers réseaux, à l'échelle nationale et régionale, pour la mise en œuvre de l'article 41;
- Dialogue soutenu entre les coordonnateurs de programmes et de services retenus en priorité et les agents de communication du Ministère;
- Distribution du *Bulletin 41-42* de Patrimoine canadien et préparation d'articles concernant les initiatives du Ministère.

4.2 Réalisations

Le Ministère a renouvelé, pour une période de trois ans, son protocole d'entente avec Patrimoine canadien concernant la mise en œuvre du Partenariat interministériel avec les communautés de langue officielle (PICLO). Pour 2004-2005, la contribution d'Industrie Canada (IC) s'élevait à 400 000 \$ alors que celle de Patrimoine canadien était de l'ordre de 338 000 \$. Les initiatives touchaient les domaines suivants :

- recherche sur les communautés visant, entre autres, à identifier les conditions optimales pour l'échange de connaissances, la collaboration et l'innovation pour atteindre des objectifs de développement économique régional;
- renforcement du réseau des sites du Programme d'accès communautaire (PAC) de la Nouvelle-Écosse;
- sous-traitance industrielle et commerciale pour les entreprises et les communautés francophones de l'Ontario;
- analyse des besoins du réseau d'audioconférence des établissements membres de l'Association des universités de la francophonie canadienne (AUFC).

Le Ministère a tenu une séance de travail de deux jours avec les conseillers et les coordonnateurs régionaux et ministériels en vue d'intensifier la collaboration ministérielle en matière d'appui aux communautés de langue officielle en situation minoritaire (CLOSM).

Le Ministère a participé activement, avec ses partenaires fédéraux, à l'élaboration de stratégies et a convenu d'actions qui répondent aux besoins des CLOSM et aux engagements de la Partie VII, notamment :

- Groupe de ministres sur les langues officielles;
- Comité des sous-ministres sur les langues officielles (CSMLO);
- Comité d'appui aux langues officielles;
- Comité national de développement économique et d'employabilité;
- Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone;
- Comité de coordination de la recherche sur les langues officielles;
- Comité des coordonnateurs nationaux responsables de la mise en œuvre de l'article 41 de la LLO .

Dans le cadre du volet Industrie de la langue du Plan d'action pour les langues officielles, des partenariats ont été réalisés avec Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC), la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) et l'AUFC.

DEC est un partenaire de premier plan dans la création du Centre de recherche en technologies langagières. Joignant ses forces au ministère québécois du Développement économique, de l'Exportation et de l'Innovation et à l'Université du Québec en Outaouais, il a versé 9,1 millions de dollars pour la construction d'un nouvel immeuble et participe en tant qu'observateur au Conseil d'administration du Centre.

Un réseautage actif a été établi avec les Centres de commerce international (CCI), RDÉE Canada, les Centres de services aux entreprises du Canada et Diversification de l'économie de l'Ouest (DEO), ainsi qu'avec certaines équipes de commerce sectorielles d'IC. L'équipe du Programme de l'industrie de la langue (PIL) maintient un dialogue constant avec ses collègues des autres programmes et services, y compris ceux de la Direction générale des communications et du marketing.

Les responsables d'Industrie Canada pour l'industrie de la langue collaborent de façon continue à l'effort de promotion de l'initiative, de liaison avec les entreprises et de rayonnement dans les CLOSM. Ainsi, la FCFA participe activement au Comité directeur de l'initiative en plus de faciliter les relations avec les communautés francophones partout au pays. La FCFA a d'ailleurs collaboré de façon appréciable à la promotion du PIL.

4.3 Réalisations propres aux régions

Région de l'Atlantique

Dans le cadre du PAC, un partenariat a été créé avec le PICLO afin de financer la mise en place d'un réseau provincial en Nouvelle-Écosse pour les sites du PAC acadiens/francophones.

IC région de l'Atlantique a amorcé la planification, dans la Péninsule acadienne, au Nouveau-Brunswick, d'un forum destiné à divers intervenants communautaires dont Connect NB Branché, le Office of Economic Development [bureau du développement économique] de la Nouvelle-Écosse et Services NB. Ce forum a pour but de permettre la démonstration de services et produits créés en français, de faciliter les possibilités de collaboration inter-provinciale au sein des communautés francophones et d'offrir certains ateliers ou exposés présentés par des experts.

Région du Québec

Le coordonnateur et le conseiller travaillent en étroite collaboration avec leurs collègues fédéraux et communautaires. Ils participent activement aux rencontres du Comité national de développement des ressources humaines pour la communauté minoritaire anglophone – Table communautaire et Table gouvernementale.

Le conseiller régional participe activement aux Comités d'employabilité et de développement économique communautaire (CEDEC) de la Table communautaire, aux rencontres des associations représentées par le Quebec Community Groups Network, à un groupe de travail de la Table communautaire nommé Job Creation and Economic Diversification [Création d'emplois et diversification économique] et à l'équipe rurale du Québec, dont Agriculture et Agro-alimentaire Canada est le maître d'œuvre.

La région du Québec travaille en partenariat avec DEC dans le cadre des projets pilotes en télé-formation et en télé-apprentissage, des stages, et des activités de sensibilisation du réseau des Sociétés d'aide au développement communautaire (SADC).

Région de l'Ontario

Un protocole d'entente entre le bureau régional de l'Ontario et FedNor assure une collaboration soutenue pour appuyer les activités des communautés francophones dans toute la province. L'initiative de collaboration comprend trois volets :

- les activités de communication, de consultation et de promotion;
- les projets pilotes de télé-formation et de télé-apprentissage;
- les stages en entreprises pour les jeunes.

Le Programme d'accès régional (PAR) a lancé un réseau extranet à l'intention de ses partenaires externes qui peuvent afficher de l'information dans la langue de leur choix. Toutefois, pour favoriser le développement et renforcer la vitalité des CLOSM, le Centre de services aux entreprises Canada-Ontario affiche ses propres documents dans les deux langues officielles et fournit la valeur ajoutée d'un service d'interprétation sur demande.

La région de l'Ontario participe activement au comité sur les CLOSM de Citoyenneté et Immigration Canada, lequel élabore des initiatives pour encourager les nouveaux immigrants à s'établir à l'extérieur de Toronto. De plus, le bureau régional travaille de façon continue avec l'Office des affaires francophones du gouvernement de l'Ontario pour identifier les activités conjointes qui pourraient profiter aux CLOSM.

FedNor

FedNor a participé à de nombreuses activités visant le rapprochement avec les CLOSM. Voici les principales :

- Le Forum des pourvoyeurs de fonds du Nord de l'Ontario, auquel participent des représentants des ministères provinciaux, fédéraux et d'autres organismes non-gouvernementaux qui accordent un soutien financier à des projets dans le Nord de l'Ontario (p. ex. Fonds du patrimoine du Nord de l'Ontario, Fondation franco-ontarienne, Fondation Trillium de l'Ontario).
- Les Forums de discussion des organismes de développement régional et ce, dans le cadre des suivis à la vérification du Programme de développement des collectivités effectuée par la Commissaire au langues officielles.

Région des Prairies et du Nord

Un partenariat a été établi entre DEO, la région des Prairies et du Nord et la région de la Colombie-Britannique afin d'entreprendre une étude des besoins des CLOSM en matière de télé-apprentissage et de télé-formation dans les provinces de l'Ouest et dans le Nord.

IC a participé à de nombreux réseaux et groupes de travail tels que :

- Le Conseil d'administration du Réseau interministériel des coordonnateurs des langues officielles du Manitoba (RICLOM);
- L'équipe de rédaction du *Coup de pouce* du RICLOM. Le *Coup de pouce* est une publication d'information au bénéfice des coordonnateurs;
- Le Groupe de travail sur le maintien des acquis en français en Saskatchewan;
- Le Réseau de la dualité linguistique de l'Alberta;
- Le Groupe de travail chargé de la mise en œuvre du Protocole d'entente sur le développement économique et le développement des ressources humaines de la Saskatchewan.

Région du Pacifique

Le bureau régional du Pacifique a établi des liens de collaboration avec plusieurs partenaires fédéraux en vue de favoriser le développement des CLOSM. Mentionnons DEO Colombie-Britannique (C.-B.), Ressources humaines et Développement des compétences Canada, le Centre national de recherches du Canada, Santé Canada, Citoyenneté et Immigration Canada, Affaires indiennes et du Nord et l'École de la fonction publique. Le conseiller régional pour l'article 41 est membre actif du comité consultatif du RDÉE

C.-B. et du Comité sur les langues officielles du Conseil fédéral du Pacifique et il participe aux rencontres visant l'article 41 et les initiatives fédérales en Colombie-Britannique.

En 2004-2005, trois partenariats se sont formés en vue d'appuyer des projets novateurs, tels que :

- La production d'un CD-ROM sur l'économie sociale de concert avec le bureau régional d'IC de la région des Prairies et DEO C.-B.;
- La production d'un plan d'activités de marketing visant à faire valoir la présence historique francophone dans la ville de Coquitlam, entre autres pour tirer parti de l'affluence de visiteurs de passage en Colombie-Britannique pendant les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010;
- Des ateliers en commerce électronique (création de sites Internet francophones) visant à promouvoir et à accroître les connaissances de ce secteur par les petites et moyennes entreprises de la communauté francophone de la Colombie-Britannique;
- La participation à l'organisation, en collaboration avec l'Association francophone de Nanaimo, d'une soirée de réseautage visant à favoriser les échanges commerciaux entre une région acéricole du Québec, représentée par une délégation commerciale, et la Chamber of Commerce of Nanaimo [Chambre de commerce de Nanaimo].

5. PRESTATION DE PROGRAMMES ET DE SERVICES

Résultats

- Participation accrue des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux programmes et services du Ministère;
- Augmentation de l'utilisation et de l'exploitation des outils du savoir par les communautés;
- Possibilités pour les jeunes d'acquérir des compétences et de l'expérience de travail dans la langue officielle de la minorité;
- Accroissement du partenariat.

5.1 Activités

- Participation des communautés de langue officielle en situation minoritaire aux programmes et services retenus en priorité;
- Participation des communautés aux initiatives liées au Plan d'action pour les langues officielles;
- Partenariats, ententes et accords relatifs à la prestation de services, les projets conjoints, la recherche ou d'autres initiatives liées au développement économique des communautés;
- Aide financière destinée aux projets liés aux priorités des communautés, directement ou en collaboration avec d'autres partenaires.

5.2 Réalisations

En 2004-2005, un nombre important d'initiatives ont vu le jour aux termes de l'entente intervenue entre le Ministère et les organismes de développement régional (ODR) dans le but de lancer des projets-pilotes en télé-formation et en télé-apprentissage et d'offrir des stages. En ce qui concerne les projets pilotes visant à assurer un accès aux technologies de pointe et aux services offerts grâce à la technologie, plus de 2,6 millions de dollars ont été investis dans 12 projets au cours du dernier exercice. Quant aux stages, 38 jeunes ont bénéficié d'une expérience de travail comportant l'intégration de l'apprentissage des technologies de l'information; l'investissement totalise 220 000 \$. On peut trouver dans la partie *Réalisations propres aux régions* des détails supplémentaires concernant ces projets.

De plus, le Ministère a parrainé des initiatives déterminées totalisant près de 134 000 \$ et visant à contribuer au développement des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire. En voici des exemples :

- Partenariat entre la Banque de développement du Canada (BDC), la Chambre économique de l'Ontario et Industrie Canada, grâce auquel de jeunes entrepreneurs francophones du Toronto métropolitain, y compris des immigrants, ont bénéficié d'avis et de conseils offerts par la BDC, un membre du portefeuille de l'Industrie.
- Établissement d'un plan technologique d'information et de communication de la Basse-Côte-Nord pour la Coasters' Association. Ce projet inclut également une proposition pour une coopérative des technologies de l'information et de la communication de la région.
- Concours Lauriers de la PME 2005 parrainé par le Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE Canada) et visant notamment à reconnaître la valeur ajoutée des petites et moyennes entreprises francophones hors Québec.

Francommunautés virtuelles

Par l'entremise de son programme *Francommunautés virtuelles* (FV), le Ministère a financé 23 projets en provenance des CLOSM au cours de 2004-2005, ce qui représente des investissements de 2 140 000 \$ dans ces communautés. Au cours de l'exercice visé, les bénéficiaires du programme ont investi 5,8 millions de dollars, ce qui signifie que pour chaque dollar investi par le Ministère, deux dollars provenaient des communautés.

Services à large bande

En 2004-2005, le Ministère a investi 80 millions de dollars pour rejoindre 900 communautés partout au Canada. De ce nombre, 115 CLOSM recevront les services à large bande.

Ordinateurs pour les écoles

Le programme a livré plus de 3 563 ordinateurs aux écoles des minorités francophones et anglophones, soit 1 304 aux écoles anglophones du Québec et 2 259 aux écoles francophones hors Québec.

Dans ses ateliers de réparations, le programme offre également aux jeunes Canadiens et Canadiennes appartenant aux communautés minoritaires de langue officielle de tout le Canada l'occasion d'apprendre et de développer leurs compétences. En 2004-2005, un investissement de 122 500 \$ d'IC consacré au fonctionnement de l'atelier de Sudbury a permis à 9 jeunes diplômés d'acquérir une première expérience de travail comme techniciens en réparation.

Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario

Le 15 novembre 2004, les gouvernements du Canada et de l'Ontario ont signé un accord sur un nouveau programme d'infrastructures, le Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario (FIMRCO). Le FIMRCO prévoit que les deux gouvernements injecteront chacun plus de 298 millions de dollars en Ontario d'ici 2009. S'adressant aux communautés dont la population est inférieure à 250 000 habitants, le programme a pour objectif d'améliorer et d'accroître les infrastructures publiques dans des domaines prioritaires comme le traitement de l'eau potable et des eaux usées, les routes et les ponts ainsi que la gestion des déchets.

Le FIMRCO s'inscrit dans le cadre de stratégies plus vastes du Canada et de l'Ontario pour combler les besoins des municipalités en matière d'infrastructure et favoriser le développement durable de l'Ontario. Le Secrétariat conjoint du FIMRCO a été formé pour offrir un accès bilingue à guichet unique au personnel fédéral et provincial affecté à ce programme, ainsi qu'aux municipalités et aux médias de l'Ontario. L'Association des municipalités de l'Ontario (AMO) fournit une aide précieuse à la mise au point et à la promotion du FIMRCO, mais elle ne participe pas aux décisions prises par le programme en matière de financement.

Les résultats de la première période de réception des demandes seront annoncés au printemps 2005. Les deux autres périodes de réception des demandes du FIMRCO contribueront à assurer un financement stable et prévisible tout au long de la durée du programme. Cette fiabilité permettra aux municipalités d'établir leurs priorités, de réunir le financement requis et de planifier le budget et la mise en œuvre du projet.

Programme d'accès communautaire

Le Programme d'accès communautaire (PAC) d'IC a investi 1 207 961 \$ pour le renforcement du réseau comprenant 254 centres francophones hors Québec et 16 centres anglophones au Québec.

Rescol canadien

Le programme Rescol canadien a pour objectif l'élaboration de stratégies pour faire en sorte que la francophonie au Québec, hors Québec et à l'échelle internationale ait un accès égal aux initiatives liées aux technologies, aux services et aux occasions d'apprentissage. Au cours de l'exercice visé, des partenariats avec le secteur de l'industrie et avec les autres paliers de gouvernement ont été créés afin de favoriser une stratégie nationale efficace en matière de sensibilisation du public, d'utilisation d'Internet, et de prévention de l'exploitation sexuelle des enfants sur Internet. Dans ce sens, un site Internet bilingue, <http://www.cyberaverti.ca> a été créé et une campagne de sensibilisation ainsi que des outils de promotion ont été élaborés.

Étudiants bien branchés

En 2004-2005, le programme Étudiants bien branchés (EBB) a embauché 57 étudiants francophones hors Québec et 20 étudiants anglophones résidant au Québec, ce qui représente un investissement de l'ordre de 330 000 \$. Les centres EBB au Manitoba et en Colombie-Britannique ont travaillé en étroite collaboration avec le Conseil de développement économique des municipalités bilingues du Manitoba ainsi qu'avec la Société de développement économique de la Colombie-Britannique, afin de développer les partenariats nécessaires pour promouvoir et livrer le programme aux gens d'affaires francophones établis dans les CLOSM.

Gestion de l'information/Technologies de l'information

Le Secrétariat de la gestion de l'information et des technologies de l'information (GI-TI) de l'Initiative sur le secteur bénévole et communautaire administré par Industrie Canada a terminé ses activités après s'être acquitté avec succès de son mandat.

La stratégie GI-TI a donné lieu à la création d'importants outils et services technologiques conviviaux afin d'aider les organismes du secteur bénévole et communautaire à fournir des services essentiels dans leurs collectivités respectives. Ces outils et services sont importants pour les CLOSM, car les bénévoles fournissent un appui indispensable à leur collectivité. Les activités et les outils créés comprennent, notamment, un portail du secteur bénévole et communautaire (www.portailcommunautaire.ca); un ensemble d'outils en ligne visant à aider les bailleurs de fonds et les demandeurs d'aide financière à traiter les demandes de financement de la technologie; un répertoire canadien des fondations et des entreprises; GI-TI Canada, un réseau de formation et de soutien technique pan-canadien et une campagne nationale de sensibilisation.

Industrie de la langue

Pour 2004-2005, le total des contributions consenties à des entreprises des CLOSM a été de 39 000 \$. Cette somme a été partagée entre cinq entreprises anglophones du Québec (Montréal, Outaouais, Gaspésie). Les activités ciblées de marketing du programme ont commencé en 2004-2005. Étant donné l'effort accru de communication déployé par les conseillers et coordonnateurs régionaux, le nombre de contributions versées aux entreprises des CLOSM devrait augmenter.

5.3 Réalisations propres aux régions

Région de l'Atlantique

Pour l'exercice 2004-2005, le Ministère et son partenaire régional, l'APECA, ont consacré un investissement total de plus de 1,8 million de dollars à la réalisation des projets suivants :

- Informatisation du contenu des cours du niveau avancé du programme de soins ambulanciers avec l'Université Sainte-Anne, en Nouvelle-Écosse;
- Solutions innovatrices en formation continue à distance pour rendre accessible aux francophones de l'Atlantique le contenu modifié et adapté des huit cours du Forum pour la formation en commerce international (FITT); il s'agit d'une initiative du Collège communautaire du Nouveau-Brunswick (CCNB) – Campus de Bathurst, et de l'Université Sainte-Anne en Nouvelle-Écosse;
- Développement de modules pour la formation des contremaîtres et contremaîtresses, initiative du

- CCNB – Campus de Campbellton et de Dieppe;
- Techniques de secrétariat médical : Transcription médicale à distance, projet du CCNB – Campus de Campbellton;
- Médiatisation des cours du programme des études générales et création d’objets d’apprentissage médiatisés en mathématiques du CCNB – Campus Péninsule acadienne;
- Volet de développement de contenus en e-apprentissage de l’Université de Moncton, Nouveau-Brunswick.

Le bureau régional de l’Atlantique a mis en place un réseau provincial des sites du PAC acadiens et francophones en Nouvelle-Écosse, réseau qui regroupe une vingtaine de sites dans 9 communautés. Dans le cadre du programme Initiative jeunesse de Ressources humaines et du développement des compétences RHDDC/PAC, 9 jeunes ont été embauchés en 2004-2005. Cette initiative de deux ans qui se terminera en mars 2006, est réalisée en collaboration avec Patrimoine canadien dans le cadre du PICLO. Elle a permis l’embauche d’une coordonnatrice, l’élaboration d’une stratégie de formation pour les jeunes, la tenue de réunions, et le développement d’ateliers et de services en français pour la clientèle des sites du PAC.

En partenariat avec différents organismes fédéraux et communautaires, le bureau régional de l’Atlantique a appuyé bon nombre d’initiatives liées au développement économique des CLOSM. Citons les partenaires suivants : le RDÉE Terre Neuve-et-Labrador, le Conseil économique du Nouveau-Brunswick, le Conseil de développement économique de la Nouvelle-Écosse, le Conseil acadien de Par-en-Bas, la Collectivité ingénieuse de la Péninsule acadienne, l’Association touristique du Sud-Ouest de la Nouvelle-Écosse, la station de radio communautaire acadienne et l’Université de Moncton.

Industrie Canada, en partenariat avec le Conseil économique du Nouveau-Brunswick a mis sur pied une nouvelle initiative intitulée « Prix Aboiteaux / Recherche et développement ». Ce prix est décerné à des francophones qui ont contribué à la vitalité économique du Nouveau-Brunswick grâce à l’innovation et à la commercialisation de leurs produits et services. Une série d’articles promotionnels a aussi été créée pour ce prix.

Région du Québec

Au cours de 2004-2005, le bureau régional du Québec a consolidé son partenariat avec Développement économique Canada pour les régions du Québec (DEC), tout particulièrement dans le domaine des projets pilotes en télé-apprentissage et en télé-formation et des stages. Plus de 290 000 \$ ont été accordés pour les initiatives suivantes :

- Étude de la Fondation de l’entrepreneurship réalisée en partenariat avec le Quebec Learners’ Network. Cette initiative avait pour but d’identifier les paramètres optimaux pour la conception et la mise en œuvre d’un projet de télé-apprentissage visant la promotion et le développement d’une culture entrepreneuriale au sein des communautés anglophones des régions rurales du Québec.
- Projet du Programme d’assistance technique en développement économique communautaire, en partenariat avec le Réseau d’investissement social du Québec (RISQ) et le Center for Innovative Entrepreneurial Leadership [centre pour un leadership innovateur en entrepreneuriat]. Ce projet visait le développement d’outils d’appui à l’entrepreneuriat collectif et l’accompagnement des communautés anglophones ciblées pour leur utilisation en télé-apprentissage ou en télé-formation.
- Organisations de stages reliés à la nouvelle économie, en partenariat avec l’organisme Youth Employment Services (YES), à l’intention des jeunes anglophones et des entreprises, et appui de l’organisme par le biais de la gamme complète de ses programmes et services de recherche d’emplois, d’entrepreneuriat et de mentorat.

Région de l'Ontario

Le Programme d'accès communautaire (PAC) de la Direction générale des applications et de l'autoroute de l'information (DGAAI) de la région de l'Ontario a investi près de 530 000 \$ pour l'entretien du réseau horizontal de 78 sites desservant les principales communautés francophones de la province. Le réseau offre un accès à toute une gamme de services et de ressources de technologies de l'information et de la communication.

Toujours dans le cadre du PAC, la DGAAI a accordé un soutien financier au Collège Boréal pour la mise en place d'une ligne d'appels sans frais à l'intention des utilisateurs des sites du PAC qui ont besoin d'aide technique, et pour l'élaboration de pages Web en français offrant des outils de consultation.

Le bureau régional de l'Ontario a offert du soutien technique au RDÉE du Sud-Ouest de l'Ontario en vue de créer un réseau de jumelage d'entreprises francophones. Il s'agissait de concevoir une initiative, d'aider à trouver des partenaires et de formuler une demande de soutien financier. Il en a résulté un financement de 30 000 \$ accordé par la Fondation Trillium et réparti sur deux ans.

FedNor

Au cours de la période 2004-2005, FedNor a investi plus de 3,1 millions de dollars pour appuyer le développement des CLOSM des régions qu'elle dessert.

De ce montant, près de 2,8 millions de dollars ont permis de soutenir 31 projets de groupes communautaires francophones qui s'activent à stimuler l'innovation, à accroître la présence des francophones dans l'économie du savoir, à favoriser le développement économique communautaire et l'entrepreneuriat, à favoriser la croissance de la petite entreprise, l'essor du tourisme et l'intégration des jeunes et finalement, à faire en sorte que les communautés soient bien branchées.

De plus, FedNor a investi 423 667 \$ auprès des Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC) à titre d'appui à la prestation des services dans les deux langues officielles et pour que ces dernières puissent mieux desservir la communauté de langue officielle en situation minoritaire.

Région de l'Ontario et FedNor

L'Initiative des projets pilotes francophones de télé-apprentissage dérivant du Plan d'action pour les langues officielles du gouvernement fédéral est administrée conjointement par le bureau régional de l'Ontario et FedNor. Dans le cadre de cette initiative, le Ministère a investi 190 000 \$ au total dans les trois projets pilotes suivants :

- la Chambre économique de l'Ontario et la Cité collégiale concevront des outils d'apprentissage en ligne adaptés aux réalités de la communauté franco-ontarienne et elles en feront la promotion. Parmi les éléments du projet pilote, outre la promotion des outils de télé-apprentissage continu par le biais des technologies, on retrouve l'élaboration de séances de formation interactives.
- Le projet Destination Ontario français, un partenariat entre TFO-TV Ontario, RDÉE Canada, la Cité collégiale et le Collège d'Alfred, a pour objectif de créer une communauté virtuelle en ligne qui s'intéressera entre autres au développement de carrière, à l'adaptation de la main-d'œuvre et à la création d'emplois. Il comprendra une galerie multimédia avec des cas de réussite et offrira diverses ressources.

- Agro Futures est un projet s'adressant aux besoins des agriculteurs franco-ontariens désireux d'acquérir et d'appliquer de nouvelles connaissances en gestion de l'environnement et en agriculture biologique. Il s'agit d'un partenariat entre le Collège d'Alfred, l'Union des cultivateurs franco-ontariens, la Société de développement communautaire de Prescott-Russell et le Réseau rural francophone de l'Est de l'Ontario.

Région des Prairies et du Nord

Au cours de la dernière année, la collaboration s'est intensifiée entre la région des Prairies et du Nord et son partenaire fédéral, Diversification de l'économie de l'Ouest, pour la réalisation de nombreux projets. Ainsi, en ce qui concerne les projets pilotes de télé-formation et de télé-apprentissage, des investissements de 75 000 \$ ont été accordés à la Faculté Saint-Jean. Il s'agissait, d'une part, de réaliser une étude de faisabilité et un exercice de planification stratégique en vue de préparer un plan à long terme en matière de télé-formation et de télé-apprentissage et, d'autre part, de concevoir une série de projets pilotes et de mettre en œuvre des cours de formation en ligne. Les deux partenaires fédéraux ont également appuyé le développement d'un site Web interactif pour les jeunes dans le cadre des Jeux de la Francophonie canadienne de Winnipeg.

Toujours dans le cadre de l'entente entre IC et DEO, 31 stages ont été créés et aideront les jeunes à rester dans leur communauté. Ceci représente un investissement de 140 000 \$.

L'initiative des centres de services bilingues du Manitoba est un autre exemple de partenariat où le Ministère a collaboré étroitement avec le Conseil fédéral du Manitoba.

Région du Pacifique

Aux termes de l'entente intervenue entre Industrie Canada et DEO en matière de projets pilotes en télé-formation et en télé-apprentissage, une initiative importante de deux ans, visant à répondre aux besoins et aux demandes de formation en français en Colombie-Britannique, a été approuvée. Le projet, lancé par l'organisme ÉducaCentre, élabore un campus virtuel donnant une porte d'accès aux programmes d'études collégiales et d'éducation permanente en français en Colombie-Britannique. Pour l'année qui s'est terminée, l'investissement était de plus de 370 000 \$.

Webographie

| | |
|--|---|
| Centre de services aux entreprises du Canada | www.rcsec.org |
| Cyberaverti | www.cyberaverti.ca/ |
| Étudiants bien branchés | http://scp-ebb.com |
| FedNor | http://fednor.ic.gc.ca |
| Fonds sur l'infrastructure municipale rurale Canada-Ontario | www.fimrco.ca |
| <i>Francommunautés virtuelles</i> | http://francommunautes.ic.gc.ca/ |
| Gestion de l'information/ Technologies de l'information | www.vsi-isbc.ca/fr/imit/program.cfm |
| Ordinateurs pour les écoles | http://cfs-ope.ic.gc.ca |
| Portailcommunautaire.ca | www.portailcommunautaire.ca/ |
| Programme d'accès communautaire | http://pac.ic.gc.ca |
| Programme de l'industrie de la langue | http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/inlip-pil.nsf/fr/Home |
| Rescol canadien | http://rescol.ca |
| Services à large bande | http://largebande.gc.ca |
| Strategis | http://strategis.ic.gc.ca |
| | |
| CommunAction.ca | http://communaction.ca |
| ProAction41 [intranet] | http://icweb.ic.gc.ca/proaction41 |